



Le conflit séparatiste anglophone, qui sévit depuis octobre 2016 dans les régions camerounaises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, a déjà fait 1850 morts, 530.000 déplacés internes et des dizaines de milliers de réfugiés en 20 mois, selon le rapport publié jeudi par l'organisation non gouvernementale (ONG) International Crisis Group (ICG).

Le rapport dont APA a obtenu copie met en lumière l'intransigeance des belligérants qui, selon les rapporteurs, «risque de générer de nouvelles violences et de prolonger le conflit, qu'aucun camp ne semble en mesure de remporter militairement dans la courte durée».

À en croire ICG, sept milices armées sont actuellement en position de force dans la majorité des localités rurales des deux régions, contre un pouvoir refusant toute discussion sur la forme de l'État et la réforme des institutions, proposant en revanche une décentralisation qui ne confère ni un financement adéquat, ni une autonomie suffisante aux collectivités territoriales décentralisées (communes et régions), et prévoit d'organiser les premières élections régionales de l'histoire du pays cette année.

Le conflit en cours, selon l'ONG, met également en lumière les carences du modèle de gouvernance centraliste camerounais, et interpelle les autorités gouvernementales sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des minorités, des héritages coloniaux et des spécificités culturelles, ainsi que le besoin d'une redistribution plus juste et équitable des

richesses du Cameroun.

Entre la sécession voulue par les séparatistes et la décentralisation en trompe-l'œil que propose Yaoundé, des solutions médianes doivent, selon ICG, être explorées pour conférer plus d'autonomie aux régions, les Nations Unies, l'Union africaine, l'Église catholique et la Suisse semblant les mieux placées pour jouer ce rôle, les parties au conflit les percevant comme moins partisans. Acteurs camerounais et internationaux devraient ainsi pousser les deux camps à des concessions, en menaçant de sanctions ceux qui feraient obstacle au dialogue et en récompensant les moins intransigeants, le gouvernement devant à terme améliorer, pour sa part, le cadre légal de la décentralisation afin d'accorder une plus grande autonomie aux communes et régions. La combinaison de pressions internes et internationales, insiste le rapport, pourrait amener le gouvernement et les séparatistes à de telles concessions en même temps que, au niveau international, l'idée serait de récompenser les parties qui acceptent de modérer leurs positions et de sanctionner celles qui maintiennent une ligne plus raide. Si certains séparatistes se montrent intransigeants, d'autres, estime l'ONG, pourraient accepter un dialogue avec l'État camerounais en présence d'un médiateur international, sur le fédéralisme ou une décentralisation effective, qui conférerait une autonomie et un financement adéquat aux régions, et garantirait le respect des spécificités anglophones en matière judiciaire et éducative.

De même, si le gouvernement camerounais semble exclure le fédéralisme, il pourrait en revanche consentir au régionalisme ou à une décentralisation effective, qui passerait par une modification du cadre législatif. Mercredi, note-t-on, la Conférence épiscopale du Cameroun (Cenc) avait déjà, à l'ouverture de la 44ème session de son assemblée plénière à Yaoundé, la capitale du pays, dénoncé le refus du président de la République, Paul Biya, de recevoir les évêques pour une médiation dans la crise anglophone.

Le président de ladite institution, Samuel Kléda, a ainsi déploré le manque de volonté politique du pouvoir dans la recherche d'une solution pacifique audit conflit armé. «Maintes fois, nous avons appelé les acteurs de la crise dans les régions du Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour se parler. Nous avons constitué une équipe d'évêques. Nous n'avons jamais été écoutés. Nous avons demandé à être reçus par les autorités du pouvoir. Nous n'avons jamais été reçus par la plus haute autorité de ce pays. Tout dialogue est rejeté. La situation qui prévaut dans notre pays fait terriblement peur aux Camerounais. Sachons-le, le Cameroun avant la crise ne sera pas le Cameroun après la crise», a conclu le non mois évêque de la métropole économique, Douala, appelé dès cette semaine à passer la main à la présidence de la CENC.

APA